

Frontaliers: «L'Europe ne doit pas conduire les travailleurs au tombeau»

Réuni dimanche 16 novembre à Sarreguemines pour sa 47^e assemblée générale, le Comité de défense des travailleurs frontaliers a dressé un bilan marqué par la défense résolue des droits sociaux, l'inquiétude face aux reculs européens et l'appel pressant à un renouvellement générationnel.

Le Comité de défense des travailleurs frontaliers a tenu son assemblée générale ce dimanche. La 47^e du nom au cours de laquelle le président Arsène Schmitt n'a pas manqué de rappeler, devant une salle de l'hôtel de ville de Sarreguemines comble, «qu'il est nécessaire d'attirer les jeunes au sein du comité pour continuer le combat entamé en 1977». En effet, le militant regrette que la moyenne d'âge y soit de 69 ans alors que l'association compte 13 000 membres.

«De grandes avancées»

«Nous avons été les pionniers de l'Europe: pas celle qui veut



Dans une intervention de plus d'une heure et demie, le président Arsène Schmitt a retracé les avancées obtenues depuis la création du Comité de défense des travailleurs frontaliers. Photo Claude Di Giacomo

conduire les travailleurs au tombeau, mais celle de la justice sociale», tonne Arsène Schmitt, fustigeant les pays qui ont déjà œuvré pour un âge de la retraite à 70 ans, comme le Danemark à partir de 2040.

Dans un discours de plus d'une heure trente, le président a fait un large tour d'horizon de la situation actuelle des travailleurs et retraités fronta-

liers en tenant compte de leurs problèmes particuliers et de leur vie de travail. «Depuis la création de notre comité, la lutte sans relâche a permis de grandes avancées sociales pour les frontaliers comme la réintégration dans le régime local, l'exonération de la CSG-CRDS sur les salaires, l'extension de la zone frontalière, l'indemnisation du chômage en

fonction du salaire réel, la réintégration des frontaliers retraités dans le régime local, la fin de l'imposition des retraites en Allemagne.»

La victoire concernant l'important dossier de la double imposition - chômage partiel, indemnités de maladie, d'insolvabilité, allocation parentale - a été largement évoquée. «Ce fut un combat de six ans, avec pra-

tiquement 1200 plaintes déposées devant le tribunal social de Sarrebruck. Nous avons obtenu que les travailleurs frontaliers soient remboursés de l'impôt prélevé à tort.»

Arsène Schmitt a aussi condamné la démolition sociale européenne «qui ne génère que misère et guerre, avec notamment le carnage industriel en Sarre avec des usines liquidées et délocalisées», citant Halberg-Saint-Gobain, Ford, ZF, Tadano, Michelin...

Marc Zingraff, maire de Sarreguemines, a été invité à prendre la parole. L'élu a remercié l'association pour son engagement dans le soutien des travailleurs de nombreuses entreprises en difficulté. «Vous avez toujours été à l'écoute de l'humain, considérant que chaque cas traité est un cas particulier. Par votre soutien, votre association évite aux travailleurs qui vous sollicitent d'être seuls.»

Enfin, Marc Zingraff, également président de l'Eurodistrict SaarMoselle, félicite «le Comité de défense pour son engagement transfrontalier».

● Claude Di Giacomo